

Gelet op de « gendertest » van 26 april 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van het overlegorgaan, gegeven op 11 mei 2022, overeenkomstig artikel 9, § 2, 1^o, van het Kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn ;

Gelet op het advies 71.485/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De subquota betreffende de algemene geneeskunde die van toepassing is aan het einde van het academiejaar 2021-2022 wordt vastgesteld op 43% van de attesten uitgereikt door de interuniversitaire examencommissie bedoeld in artikel 112/1 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 2. De Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs, de erkenning en de contingertering van gezondheidszorgberoepen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juni 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21009]

16 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, article 2, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres-psycho-médico-sociaux ;

Vu le « test genre » du 12 novembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2021 ;

Vu le protocole de concertation du 20 décembre 2021 du comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

Vu l'avis 71.112/2 du Conseil d'État donné le 21 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen ;

Sur proposition du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux est remplacé comme suit :

« § 3. Pour l'application du présent arrêté, on distingue :

1^o les travaux de construction des bâtiments neufs ou assimilés à du neuf au sens des législations PEB régionales (bruxelloise et wallonne), telle que définies dans le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments pour la région wallonne et dans l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie ;

2^o les travaux de modernisation impliquant la transformation complète de bâtiments existants sans assimilation à du neuf au sens des législations PEB régionales (bruxelloise et wallonne) ;

3^o les travaux d'aménagement destinés à :

a) adapter des situations existantes à des besoins pédagogiques évolutifs sans augmenter le volume bâti ;

b) améliorer la fonctionnalité et le rendement des installations et équipements ainsi que le confort et l'hygiène des locaux ;

c) assurer la sécurité des occupants et des tiers en conformité avec les règlements en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et de prévention contre l'incendie ;

4° les travaux de réalisation d'infrastructures extérieures. ».

Art. 2. A l'alinéa 6 de l'article 2 du même arrêté, les mots « , 2° et 4° » sont insérés entre les mots « à l'article 1^{er}, § 3, 1° » et les mots « , à l'exception ».

Art. 3. L'article 27 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Le montant de la soumission approuvée de travaux visés à l'article 1^{er}, § 3, 1°, est réputé normal si :

1° le montant pour la construction d'un bâtiment neuf ou assimilé à du neuf par les législations PEB régionales est inférieur ou égal à 1.688,82 € par mètre carré de surface brute,

2° le montant de la soumission approuvée d'une construction de locaux d'éducation physique sous forme d'un bâtiment isolé est inférieur ou égal à 1.322,62 € par mètre carré de surface brute ; il en est de même pour les locaux de pratique professionnelle relevant des secteurs 1, 2 et 3 figurant à l'article 14, § 3, en ce compris tous les locaux annexes d'enseignement théorique qui pourraient inclure ces ateliers,

3° dans le cas où la composition architecturale ne permet pas de dissocier aisément les coûts propres aux ateliers des secteurs 1, 2 et 3 et aux infrastructures d'éducation physique, les coûts de ces derniers seront réputés normaux s'ils sont inférieurs au produit de leurs mètres carrés de surface brute par 1.322,62 €,

4° le montant pour la construction ou la transformation complète de sanitaires sous forme d'un bâtiment/bloc isolé est inférieur ou égal à 2.208,61 € par mètre carré de surface brute.

§ 2. Le montant de la soumission approuvée de travaux visés à l'article 1^{er}, § 3, 2°, est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 1.424,36 € par mètre carré de surface brute telle que définie à l'article 2.

§ 3. Le montant de la soumission approuvée de travaux visés à l'article 1^{er}, § 3, 3°, est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 854,62 € par mètre carré de surface brute telle que définie à l'article 2.

§ 4. Les montants précités sont fixés au 1^{er} décembre 2020 et seront revus mensuellement selon la formule reprise ci-dessous et qui permet de suivre les variations des salaires & charges sociales des ouvriers et de l'index des prix des matériaux (indice I) :

$$p = P (0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$$

Dans cette formule :

p est le montant révisé,

P est le montant fixé au 1^{er} décembre 2020,

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie D (entreprises occupant entre 10 à 19 travailleurs), d'application respectivement dix jours avant la date de dépôts des soumissions ou des offres ou la date considérée, et à la date du 1^{er} décembre 2020,

i et I présentent l'index des prix des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des soumissions ou des offres ou le mois considéré, et pour le mois de décembre 2020. ».

Art. 4. L'article 29 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 30, § 3, du même arrêté, le montant « 674,73 € » est remplacé par le montant « 712,19 € »

Art. 6. Dans l'annexe du même arrêté, au point 7. des remarques et commentaires, sont insérés après les mots « ... 8 % du montant des travaux subventionnables T.V.A. comprise », les mots « , à l'exception des projets issus des POOL A et B, définis dans le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen, pour lesquels ces postes sont fixés forfaitairement à 10% du montant des travaux subventionnables T.V.A. comprise, »

Art. 7. Le Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 16 juin 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/21009]

16 JUNI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysieke en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, artikel 2, tweede lid ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysieke en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra ;

Gelet op de « gendertest » van 12 november 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 november 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 november 2021 ;

Gelet op het overlegprotocol van 20 december 2021 van het overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde P.M.S.-centra erkend door de Regering en Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

Gelet op het advies 71.112/2 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht;

Op de voordracht van de Minister belast met de schoolgebouwen ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt een onderscheid gemaakt tussen :

1° de werken voor de bouw van nieuwe gebouwen of gelijkgesteld met nieuwbouw in de zin van de gewestelijke EPB-wetgevingen (Brusselse en Waalse), zoals bepaald in het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen voor het Waals Gewest en in de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing ;

2° moderniseringswerken die de volledige transformatie van bestaande gebouwen inhouden en die niet gelijkgesteld zijn met nieuwbouw in de zin van de gewestelijke EPB-wetgevingen (Brusselse en Waalse) ;

3° de verbouwingswerken bestemd voor :

a) het aanpassen van de bestaande toestanden aan de evolutieve pedagogische behoeften zonder het bebouwde volume te vergroten;

b) het verbeteren van de functionaliteit en het rendement van de installaties en uitrustingen alsook het comfort en de hygiëne van de lokalen;

c) het zorgen voor de veiligheid van de gebruikers en derden in overeenstemming met de reglementen inzake hygiëne, gezondmaking, veiligheid en brandpreventie;

4° externe infrastructuurwerken. ».

Art. 2. In het zesde lid van artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « , 2° en 4° » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 1, § 3, 1° » en de woorden « , met uitzondering van ».

Art. 3. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. Het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor de werken bedoeld in artikel 1, § 3, 1°, wordt als normaal beschouwd als :

1° het bedrag voor de bouw van een nieuw gebouw of gelijkgesteld met nieuwbouw door de gewestelijke EPB-wetgevingen lager is dan of gelijk is aan 1.688,82 € per vierkante meter bruto oppervlakte,

2° het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor de bouw van lokalen voor lichamelijke opvoeding in de vorm van een geïsoleerd gebouw lager is dan of gelijk is aan 1.322,62 € per vierkante meter bruto oppervlakte; hetzelfde geldt voor lokalen voor beroepspraktijk die onder de sectoren 1, 2, en 3 ressorteren opgenomen in artikel 14, § 3, met inbegrip van alle bijhorende lokalen voor theoretisch onderwijs die deze werkplaatsen zouden kunnen begrijpen;

3° ingeval de architecturale opbouw niet toelaat gemakkelijk de kosten te dissociëren die eigen zijn aan de werkplaatsen van de sectoren 1, 2 en 3 en de kosten die eigen zijn aan de infrastructuur voor lichamelijke opvoeding, worden de kosten van deze laatste normaal geacht als ze lager zijn dan het product van hun bruto-oppervlakte met 1.322,62 euro;

4° het bedrag voor de bouw of de volledige ombouw van sanitaire installaties in de vorm van een geïsoleerd gebouw/ blok wordt als normaal geacht als het lager is dan of gelijk is aan 2.208,61 euro per vierkante meter bruto oppervlakte.

§ 2. Het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor de werken bedoeld in artikel 1, § 3, 2°, wordt als normaal geacht als het lager is dan of gelijk is aan 1.424,36 € per vierkante meter bruto oppervlakte, zoals bepaald in artikel 2.

§ 3. Het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor de werken bedoeld in artikel 1, § 3, 3°, wordt als normaal geacht als het lager is dan of gelijk is aan 854,62 € per vierkante meter bruto oppervlakte, zoals bepaald in artikel 2.

§ 4. Bovenvermelde bedragen worden op 1 december 2020 vastgesteld en zullen maandelijks herzien worden volgens onderstaande formule en die het mogelijk maakt de schommelingen van de lonen & sociale lasten van de arbeiders en van het indexcijfer voor de prijzen van de materialen (index *I*) te volgen:

$$p = P (0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$$

In deze formule :

is P het herziene bedrag,

is P het bedrag vastgesteld op 1 december 2020,

vertegenwoordigen s en S de officiële lonen van de bouwsector, voor categorie D (bedrijven die tussen 10 en 19 werknemers tellen), respectief van toepassing tien dagen vóór de datum van de indiening van de inschrijvingen of de offertes of van de betrokken datum, en op 1 december 2020,

vertegenwoordigen i en I het indexcijfer voor materialenprijzen respectief voor de maand van de indiening van de inschrijvingen of de offertes of de betrokken maand, en voor de maand december 2020. ».

Art. 4. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 30, § 3, van hetzelfde besluit wordt het bedrag « 674,73 € » vervangen door het bedrag « 712,19 € »

Art. 6. In bijlage bij hetzelfde besluit, onder punt 7. van de opmerkingen en commentaren worden ingevoegd na de woorden « ... 8 % van het bedrag van de subsidieerbare werken inclusief btw », de woorden « , met uitzondering van de projecten afkomstig uit de POOL A en B, bepaald in het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht waarvoor deze posten forfaitair worden vastgesteld op 10% van het bedrag van de subsidieerbare werken inclusief btw, »

Art. 7. De Minister van schoolgebouwen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juni 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,

Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/21010]

16 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 définissant la liste des compétences particulières pris en exécution de l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, article 35, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 avril 2017 définissant la liste des compétences particulières pris en exécution de l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

Vu la proposition conjointe du 12 octobre 2021 de la Commission permanente mixte des Conseils généraux visés à l'article 5, 44^o et 45^o, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et les avis favorables du Conseil général de l'enseignement fondamental en date du 3 décembre 2021 et du Conseil général de l'enseignement secondaire en date du 22 novembre 2021 ;

Vu le test « genre » du 27 janvier 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 30 mars 2022 Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 1^{er} avril 2022 du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les Fédérations de pouvoirs organisateurs ;

Vu l'avis 71.422/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 définissant la liste des compétences particulières pris en exécution de l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est complétée comme par les tableaux qui suivent :

« Pour les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux (les points 1) et 2) ne constituant pas des conditions cumulatives)

1) Formation :

Compétences pédagogiques adaptées	Intitulé de la formation	Opérateur de formations
Pour les membres de l'équipe pluridisciplinaires des pôles territoriaux	Unité d'enseignement « Langue des signes francophone belge appliquée à l'enseignement supérieur - UE9. »	Enseignement de promotion sociale
	Certificat d'aptitude à éduquer les élèves à besoins spécifiques	Enseignement de promotion sociale
	Langue des signes (UF 9)	Enseignement de promotion sociale
	Spécialisation en orthopédagogie.	Haute école
	Formations aux méthodes pédagogiques spécifiques aux TSA (TEACCH, PECS, ABA).	Institut de formation en cours de carrière (IFC) et opérateurs de formation continue des réseaux reconus par le Gouvernement.
	Spécialisation en Education et rééducation des déficients sensoriels.	Haute école